

Eure

Carte scolaire. Des fermetures à tout-va !

L'ÉVEIL NORMAND | mercredi 21 février 2018

590 mots



(photo d'illustration ©Le Journal de l'Orne)

« Il y a très longtemps qu'il n'y a pas eu autant de fermetures de classes dans l'Eure. Et pourtant Macron avait dit qu'il donnerait priorité à l'école... »

Olivier Bourdon, représentant syndical du SNUIPP-FSU (Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC, affilié à la Fédération syndicale unitaire), est perplexe. Il ne nie pas que le ministère de l'Éducation nationale a attribué 63 postes sur l'ensemble de l'académie de Rouen. Sauf que le recteur a décidé de n'en accorder que « cinq » pour le département de l'Eure, après le traditionnel jeu des « chaises musicales » ! Explication : « Des zones de l'académie bénéficient de dédoublements en CP et CE1 en REP (Réseau d'éducation prioritaire) et REP +. Pour pouvoir atteindre de tels objectifs, il est nécessaire de fermer des classes ailleurs. » Et c'est là que le bât blesse. Car le nombre de fermetures sur le département de l'Eure atteint également le nombre fétiche de cette année : 63 ! Entre les ouvertures et les fermetures, au final, il ne reste plus que cinq ouvertures réelles dans l'Eure - l'attribution de postes pour les remplacements et les dédoublements en secteur REP ne contribuent pas à ouvrir des classes réelles dans les écoles. Tout cela se traduit, autour de Bernay, par six fermetures (Bernay - école du Bourg-le-Comte -, Beaumontel, Barc, Landepéreuse, Menneval et Montreuil-l'Argillé) pour deux ouvertures (RPI Neuville-sur-Authou et Saint-Germain-la-Campagne).

Jeu comptable

Si le pari du dispositif « plus de maîtres que de classes » prôné par le gouvernement Macron fonctionne par endroits dans le département de l'Eure, ceci l'est au détriment d'autres secteurs plus ruraux qu'urbains. Serait-ce révélateur d'une nouvelle fracture entre la ville et la campagne ? « On a du mal à suivre, admet Olivier Bourdon. Le Dasen (Directeur académique) de l'Eure

dit à qui veut bien l'entendre qu'il y a une amélioration. Il sort, par exemple, que 97 % des enseignants absents sont remplacés. Je ne sais pas d'où vient ce chiffre. Et le point noir, notamment pour les secteurs ruraux, reste le Rased (Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) : rien n'a été amélioré ; les changements sont dus à des Maîtres G ou E qui sont déplacés d'une école à une autre, de Ferdinand-Buisson à Bourg-le-Comte pour Bernay ou de Thiberville à Landepéreuse. »

Plus inquiétant encore, pour le syndicaliste : « Le budget 2018 de l'Education nationale n'est pas à la hauteur des annonces gouvernementales. La preuve : en 2017, il y a eu 13 001 créations de postes ; en 2018, on en annonce seulement 11 840. La crainte des syndicats est que le gouvernement ait recours à nouveau à des contractuels, vu que les postes au concours externe des professeurs des écoles baissent significativement, même si en parallèle il existe une légère baisse d'élèves. Le dédoublement des postes pour les classes de CP et CE1 en zones REP démontre, implicitement, les bienfaits des classes à petit groupe (12 élèves). C'est bien là une contradiction. »

Olivier Bourdon pointe aussi l'empressement exagéré dans l'entérinement de la carte scolaire : « La préparation de la carte scolaire s'est faite en six jours, du 8 au 13 février. Tel est le dialogue social en Macronie. En procédant ainsi, on évite les vagues et les mobilisations. »

Une journée d'action, de grève et de manifestations est d'ores et déjà prévue le 22 mars prochain.

Lire également en page 21.

B.Négrier